

VIVRE AU PAYS AVEC UNE PAC POUR ALIMENTER LE MONDE

PAR JACQUES CHEMINADE

Assez de discours, assez de politique spectacle.

Quatre objectifs simples :

1. Il va falloir multiplier par deux la **production agricole mondiale** d'ici à 2050 pour **nourrir dignement 9 à 10 milliards d'êtres humains**.

2. **La politique agricole commune** doit pouvoir **nourrir 500 millions d'Européens** et exporter ce qu'elle produit de meilleur et de plus rentable à long terme.

3. **Les marchés doivent être organisés pour prémunir les agriculteurs contre les baisses de prix et les consommateurs contre les hausses**. Agriculteurs et consommateurs n'ont pas des intérêts opposés, ce sont les spéculateurs financiers et les intermédiaires qui exercent des monopoles destructeurs.

4. Le système financier et monétaire international détruit les économies et s'effondre en promouvant le libre-échange et le court terme. C'est pourquoi il faut en changer pour **que l'argent revienne au travail et à la production**. **L'organisation des marchés agricoles doit se situer dans ce contexte de retour à la raison économique pour éviter la guerre de tous contre tous**.

LES CAUSES

La vérité est qu'au lieu de voir l'agriculture comme ce qu'elle doit être, un grand métier du futur, la logique financière mondiale des quarante dernières années en a fait un objet d'exploitation. Aujourd'hui, si l'on supprimait les mécanismes de régulation, si l'on découplait subvention et production comme le veut la Commission de Bruxelles, il ne resterait en France que 150 000 exploitations professionnelles. C'est inadmissible pour les agriculteurs, pour les consommateurs, pour le paysage et pour l'environnement.

Soyons clairs :

1. Si les prix de certains produits agricoles (blé, maïs, soja...) ont augmenté si brutalement, après avoir baissé pendant plus de vingt ans, c'est dû aux spéculateurs. S'il est juste que les céréaliers retrouvent « les prix de leurs parents », il est désastreux que ce soit dans une ambiance de casino. Les cours fluctuants ne permettent pas un choix sur le long terme et frappent de plein fouet les éleveurs de porcs, de boeufs et de volailles, pour qui les céréales sont une matière de base. **La politique agricole de la France ne doit pas se faire à la corbeille de Chicago**.

2. Il est scandaleux que presque tout le grain produit sur terre soit acheté par trois grosses entreprises : Cargill, ADM et Louis Dreyfus.

3. Il est scandaleux qu'on joue au poker menteur avec les OGM, entre Monsanto et écolos, sans réflexion à long terme et sans suivre de vrais experts.

4. Il est scandaleux que quelques géants, comme Nestlé et Unilever, contrôlent le marché des denrées de base.

5. Il est scandaleux que 8 % des achats de nourriture de la planète se fassent chez la multinationale américaine Wal-Mart, et chez nous, sous la tutelle de nos hyper-marchés.

6. Il est scandaleux que l'OMC, au nom d'un libre-marché qui est une fraude, interdise les mesures de protection.

LES SOLUTIONS RÉELLES

Si nous examinons les derniers siècles, nous voyons que chaque pays riche, dans sa phase de développement, a protégé son marché agricole. Les Etats-nations doivent donc revenir sur la scène pour arrêter la folie de ces quarante dernières années. C'est un choix de salut public.

1. **Le cadre : un Nouveau Bretton Woods**, un nouveau plan Marshall à l'échelle du monde, pour que l'argent revienne au travail et à la production. Les agriculteurs doivent être en pointe pour le défendre : interdiction des produits « dérivés » spéculatifs, interdiction de jouer sur les produits agricoles comme avec des jetons de casino, **rétablissement du crédit productif public par des projets à long terme, en éliminant tout ce qui l'empêche dans le pacte de stabilité européen, les dispositions de Maastricht et le désastreux Traité européen simplifié**, qui ne prévoit rien pour le développement économique et tout pour intégrer une mondialisation financière sans foi ni lois.

2. Arrêter la mise en concurrence des agriculteurs du monde et revenir à un **régime réel de régulation des prix et d'organisation des marchés**. Oui à un développement mutuel, non à la loi de la jungle promue ou organisée par l'OMC ! Préférence communautaire, solidarité financière et mutualisation. Maintenir la PAC, c'est la rendre plus équitable, plus réactive et plus respectueuse de tous.

3. **Des accords entre pays pour assurer le respect des normes écologiques, sanitaires et sociales, les pays européens aidant réellement ceux du Sud**.

4. Revenir à une politique **de justes prix pour tous, permettant de vivre et de réinvestir**. Arrêtons la volatilité des prix ! Ne prenons pas les surfaces pour seul critère des aides directes. Produisons pour l'avenir ! Organisons un dialogue entre filières de production végétale et animale : il y a solidarité, car l'alimentation animale capte 80 % de la production de céréales en France.

5. **Soutenir la multiplication des circuits courts pour éviter la loi des intermédiaires et surtout le poids illégitime de la grande distribution**. Aidons les agriculteurs à mieux produire : par exemple, à investir dans la transformation, la commercialisation et l'amélioration de la qualité, à acheter des pulvérisateurs modernes respectant mieux l'environnement, à construire des haies brise-vent pour rendre l'irrigation plus régulière...

6. Organiser un **moratoire sur la dette**, suivant les parcours individuels, les régions et les domaines de production.

Sortons d'une politique de rentabilité à court terme et battons-nous pour une politique européenne plus réactive, en créant des instruments intelligents de gestion de crises ou de difficultés temporaires.

Le monde paysan doit devenir acteur majeur d'un développement harmonieux à l'échelle de l'Europe et du monde. Il faut voir l'agriculture avec les yeux du futur, les yeux des Français qui aiment le travail de nos agriculteurs, pas avec les vieilles lunettes de la spéculation et du retour à un ordre féodal financier, dont la « loi du marché » est la feuille de vigne.



www.solidariteetprogres.org

Le mouvement politique de Jacques Cheminade et Lyndon LaRouche

BP 27 - 92114 Clichy cedex / Tél. : 01 76 69 14 50 / Fax : 01 47 39 05 80 / SVP : Ne pas jeter sur la voie publique